

Afghanistan: Mise à jour

Situation actuelle de sécurité

Corinne Troxler Gulzar

Weyermannsstrasse 10
Postfach 8154
CH-3001 Bern

Für Paketpost:
Weyermannsstrasse 10
CH-3008 Bern

T++41 31 370 75 75
F++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch

PC-Konto
30-16741-4
Spendenkonto
PC 30-1085-7


Berne, 11 août 2009

A propos de l'auteur:

Corinne Troxler a étudié l'histoire, les sciences politiques et le droit international à l'Université de Zurich. Elle jouit d'une longue expérience de la procédure d'asile en tant que représentante des œuvres d'entraide. Dans le cadre d'un stage, elle a rédigé plusieurs documents thématiques, des expertises et des papiers d'information pour l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR. D'août 2006 à avril 2008, elle a travaillé en qualité d'assistante au séminaire historique de l'Université de Lucerne où elle a notamment tenu des conférences sur l'histoire de l'Afghanistan. Sa thèse porte sur les conflits en Afghanistan. Du 27 octobre au 2 novembre 2006, ainsi que du 21 au 30 septembre 2007, Corinne Troxler a voyagé en Afghanistan avec une délégation suisse et participé à deux Fact Finding Missions. Dans le cadre de ce voyage, elle a rencontré différentes personnalités de la vie publique afghane. Elle a entre autres eu de longs entretiens avec les gouverneurs des provinces de Balkh, Samangan et Parwan, ainsi qu'avec le président du Parlement Junus Khanuni. En quête personnelle d'informations complémentaires, elle a enrichi son voyage en s'occupant plus particulièrement de la situation des femmes dans le pays. Parallèlement, elle a fait des études de persan et de dari aux Universités de Zurich et de Berne, mais aussi en Afghanistan et en Iran.

Impressum

EDITEUR

 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR
Case postale 8154, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
E-mail: info@osar.ch
Internet: www.osar.ch
Compte CCP: 30-1085-7

AUTEURS

Corinne Troxler Gulzar


VERSIONS

Allemand, français

VERSION FRANCAISE

Golnaz Houchidar, Lausanne

COPYRIGHT

© 2009  Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Berne
Copie et reproduction autorisées sous mention de la source.

Sommaire

1	Préambule	1
2	Situation politique	1
3	Situation de sécurité.....	4
4	Constitution et système de justice	12
5	Situation des droits humains: groupes de personnes en danger	14
6	Situation socioéconomique et situation de santé	18
7	Les retours	20

1 Préambule

L'Afghanistan vit la période la plus violente de son histoire depuis la chute du régime des talibans en 2001.¹ Les généraux américains McKiernan et Petraeus ont même parlé d'une *spirale de développement à l'envers* en Afghanistan.² La stratégie de lutte contre le terrorisme, ainsi que les mesures de reconstruction adoptées par l'OTAN et les USA pour l'Afghanistan sont de plus en plus fréquemment remises en question. Bien que l'OTAN fasse de son mieux pour épargner la population civile, le nombre de morts ne cesse d'augmenter. Sept ans après la chute du régime des talibans, les Afghans restent confrontés au manque de nourriture, de logements et d'emplois. Au lieu de bénéficier d'une politique gouvernementale efficace, du développement d'un Etat de droit et de meilleures conditions de vie, la population souffre d'une profonde insécurité due à l'inefficacité du gouvernement, aux carences de la justice, à la généralisation de la corruption, au trafic de drogue et aux menaces croissantes des groupes extrémistes antigouvernementaux. La perte de confiance toujours plus forte des Afghans dans leurs autorités et les forces internationales en sont une des conséquences.³

Certains groupes de personnes risquent les persécutions et dépendent par conséquent de la protection internationale. Les personnes de retour en Afghanistan sont aussi menacées dans leur santé et leur bien-être physique.

La présente mise à jour s'appuie sur celle d'août 2008. Elle se penche plus particulièrement sur la situation de sécurité dans le pays et sur celle des personnes de retour.

2 Situation politique

Le financement de l'Afghanistan National Development Strategy (ANDS) est toujours assuré en majeure partie (septante-cinq pour cent) par la communauté internationale, ce qui met en évidence la nécessité pour le gouvernement afghan d'augmenter à l'avenir ses propres sources de revenus. Le fait que la plupart des pays ne remettent pas la plus grande partie de leur budget consacré à l'Afghanistan directement entre les mains du gouvernement lui rend plus difficile encore la mise en œuvre

¹ Human Rights Watch, *World Report 2009 – Afghanistan*, 14 janvier 2009, www.hrw.org/en/node/79295.

² NZZ, 29 avril 2009, p. 7, *Deutsche Hoffnungen für Afghanistan/Espoir allemand pour l'Afghanistan*.

³ *Caught in the Conflict – Civilians and the international security strategy in Afghanistan*, rapport de onze ONG actives en Afghanistan rédigé par Matt Waldmann (Oxfam International Afghanistan), p. 4 et 9, 3 avril 2009, www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/civilians-caught-in-the-conflict-afghanistan.pdf; *The International Council on Security and Development (ICOS), Struggle for Kabul: The Taliban Advance*, décembre 2008, p. 15, www.icosgroup.net/documents/Struggle_for_Kabul_ICOS.pdf; Center for Strategic & International Studies (CSIS), *Winning in Afghanistan: Creating effective Afghan Security Forces*, *Working Draft*, 6 janvier 2009, p. 6, www.csis.org/media/csis/pubs/08121/ansfreport.pdf.

d'une politique de développement.⁴ En 2008 et en 2009, l'accroissement de la violence et le manque de fonds ont considérablement retardé l'avancement du Programme national de solidarité (PNS).⁵ Or, ce sont surtout les provinces et districts d'Afghanistan qui manquent encore le plus cruellement de structures administratives efficaces.⁶

Fin mars 2009, plus de quatre-vingts pays ont pris part à la Conférence internationale sur l'Afghanistan à La Haye. Celle-ci a appelé les Etats à faire davantage d'efforts en faveur de l'Afghanistan et à faire plus clairement face aux défis à relever dans le pays. Les priorités fixées en juin 2008 à Paris ont par ailleurs été confirmées: amélioration de la situation de sécurité, amélioration du développement économique, davantage d'efficacité au niveau gouvernemental et de coopération entre les régions.⁷

Le 24 mai 2009, une rencontre au sommet a eu lieu à Téhéran entre les Présidents afghan, pakistanais et iranien. Les trois chefs d'Etat ont confirmé leur volonté de lutter contre le terrorisme, contre la production et le commerce de la drogue et de poursuivre leurs efforts pour mettre en place des projets économiques trilatéraux.⁸

Les élections présidentielles du 20 août 2009 sont toutefois au centre de toutes les préoccupations. Hamid Karzaï a annoncé le 4 mai 2009 qu'il se présentait une nouvelle fois au scrutin. Sa décision de nommer premier vice-président l'ancien chef des milices, le maréchal Fahim a provoqué la surprise. Le second vice-président resterait Karim Khalili. Le choix de Karzaï indique qu'il cherche des partenaires forts bénéficiant d'une base solide au sein des anciens partis moudjahidines.⁹ La communauté internationale et les organisations de défense des droits de l'homme ont réagi avec une extrême irritation à l'annonce de cette décision et considèrent que la désignation de Fahim est un choix désastreux.¹⁰ De plus, fin mai 2009, les chefs des deux plus grands partis politiques afghans, le Dostum (*Junbesh-e Melli*) et le Muhaqqeq (*Wahdat-e Islami*), ont annoncé qu'ils apportaient leur soutien à Hamid Karzaï.¹¹ Faute d'adversaires politiques forts et en raison de la zizanie qui règne au sein de

⁴ General Assembly Security Council, Report of the Secretary-General, *The situation in Afghanistan and its implications for international peace and security*, 23 juin 2009, p. 8, <http://unama.unmissions.org/Portals/UNAMA/SG%20Reports/09july23.pdf>; Asian Development Bank, *Asian Development Outlook 2009 – Islamic Republic of Afghanistan*, mars 2009, p. 186, www.adb.org/Documents/Books/ADO/2009/AFG.pdf.

⁵ Marc W. Herold, Centre for Research on Globalization, *Obama's First 100 Days: The Afghan War is becoming America's War*, 1^{er} mai 2009, www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=13357.

⁶ NZZ, 18 décembre 2008, p. 7, *Militär allein genügt nicht/L'armée ne suffit pas à elle seule*.

⁷ General Assembly Security Council, 23 juin 2009, p. 1–2; NZZ, 1^{er} avril 2009, p. 2, *Breites Bekenntnis zur Hilfe für Afghanistan/Consensus général sur l'aide à apporter à l'Afghanistan*.

⁸ Times online, *World Agenda: Tehran summit could be a turning point*, 27 mai 2009, www.timesonline.co.uk.

⁹ The New York Times, *Karzaï Enlists Former Warlords as Running Mate*, 5 mai 2009, www.nytimes.com. Hamid Karzaï a même proposé plusieurs postes de ministre aux fidèles de Gulbuddin Hekmatyars si en contrepartie, il s'engageait à déposer les armes et à partir en exil en Arabie saoudite pour une durée de trois ans. Cf.: Quqnoos, *Karzaï to Share Power with US «Wanted» Man*, 12 mai 2009, <http://quqnoos.com>.

¹⁰ The Times, *Dismay as Hamid Karzaï picks Mohammad Qasim Fahim as running mate*, 4 mai 2009, <http://timesonline.co.uk>.

¹¹ Quqnoos, *Two Major Afghan Parties Support Karzaï*, 31 mai 2009, <http://quqnoos.com>.

l'opposition, Hamid Karzaï devrait avoir de bonnes chances d'être réélu malgré l'énorme perte de confiance de la population dans sa politique.¹²

Le gouvernement afghan et la communauté internationale font tout ce qu'ils peuvent pour que ces élections puissent être si possible honnêtes et se dérouler dans des conditions de liberté et de sécurité. Les observateurs craignent toutefois des manipulations électorales de grande envergure. L'insécurité qui règne dans la majeure partie du pays, la corruption, ainsi que les problèmes d'infrastructure et de communication ont d'ailleurs déjà provoqué de nombreuses irrégularités au cours de l'enregistrement des électeurs: dans près de quarante pour cent des centres d'enregistrement, des inscriptions contrefaites ou multiples auraient été constatées.¹³ Dans de nombreuses provinces, des groupes antigouvernementaux, en particulier les talibans, tentent d'intimider les électeurs et de les empêcher de participer au scrutin. Si les talibans parviennent à perturber massivement les élections dans certaines parties du sud et de l'est du pays, la validité des résultats sera mise en cause, ce qui affaiblira encore un peu plus le gouvernement de Kaboul. Plus de 3100 hommes politiques se sont porté candidats aux quelque 420 sièges à repourvoir dans les trente-quatre parlements régionaux.¹⁴

Le nombre très élevé de victimes des attaques aériennes américaines a provoqué plusieurs vagues de protestations au sein de la population afghane. Les 4 et 5 mai derniers, l'attaque la plus meurtrière de l'aviation US a eu lieu dans la province de Farah. La commission d'enquête mise en place par Hamid Karzaï a annoncé la mort de 119 civils tandis que dans un premier temps, les forces américaines estimaient leur nombre à vingt-six. Le rapport qu'elles ont ensuite publié admettait des erreurs dans plusieurs cas et concédait que *le recours aux bombes aériennes n'avait pas été une réaction adaptée à la situation*. Cette déclaration est l'aveu le plus clair formulé jusqu'ici sur les erreurs commises par les forces armées américaines. Suite à plusieurs enquêtes, le règlement des interventions armées va maintenant faire l'objet de nouveaux contrôles.¹⁵

¹² Spiegel online, *Karzaï kandidiert bei Präsidentenwahl/Candidature de Karzaï aux présidentielles*, 4 mai 2009, www.spiegel.de; Reuters, *Gewalt in Afghanistan vor Washington-Treffen ungebroschen/Poursuite des violences en Afghanistan malgré les rencontres de Washington*, 4 mai 2009, <http://de.reuters.com>.

¹³ ICOS, *Afghanistan's Presidential Election: Power to the People, or the Powerful?*, avril 2009, p. 49, www.icosgroup.net/modules/power_to_the_people.pdf; Spiegel online, *Manipulationen in Afghanistan – Wahlen ohne Demokraten/Manipulations en Afghanistan: scrutin sans les démocrates*, 16 mars 2009, www.spiegel.de.

¹⁴ Quqnoos, *Taliban Threat Afghan Voters*, 21 avril 2009, <http://quqnoos.com>; ICOS, *«Afghanistan's Presidential Election»*, avril 2009, p. 7, www.icosgroup.net/modules/power_to_the_people.pdf; Center for Security Studies (CSS), ETH Zürich, *Afghanistan: Neue Strategie und viele offene Fragen/Afghanistan, nouvelles stratégies et beaucoup de questions sans réponse*, CSS Analysen zur Sicherheitspolitik/Analyses de la politique de sécurité, No 51, p. 2, avril 2009, www.ssn.ethz.ch.

¹⁵ Quqnoos, *Angry Protestors Demand Justice After Farah Air-Strike*, 7 mai 2009, <http://quqnoos.com>; Spiegel online, *US-Militär kritisiert Fehler bei Luftangriffen in Afghanistan/Les USA dénoncent les erreurs commises lors des attaques aériennes en Afghanistan*, 3 juin 2009, www.spiegel.de; Les règlements d'intervention n'ont été modifiés que l'an dernier.

3 Situation de sécurité

La situation de sécurité est le plus grand défi à relever pour l'Afghanistan. Dans les conseils aux voyageurs publiés par le DFAE, le risque persiste dans tout le pays d'être victime *d'attaques terroristes, d'attaques à main armée, d'enlèvements, de mines antipersonnel et d'engins explosifs non éclatés*.¹⁶

Le United States Department of State indique que les forces de sécurité afghanes ne sont que très partiellement en mesure d'assurer la sécurité de la population ou des voyageurs. Aucun lieu dans le pays peut être considéré comme sûr.¹⁷

Depuis août 2008, on constate trois nouveaux aspects du développement de la situation:

- Les groupes antigouvernementaux ont réussi à mener leurs attaques dans des régions considérées jusqu'ici comme relativement sûres et stables, comme au centre et au nord du pays.
- Depuis avril 2008, les actes de violence qu'ils commettent sont d'une toute nouvelle nature. Les talibans en particulier livrent de réels combats et planifient leurs attaques avec une précision militaire, c'est-à-dire rigoureuse et coordonnée.
- La communauté internationale a enfin compris que la situation de l'Afghanistan ne peut être dissociée de celle du Pakistan. Ces trois changements l'ont par conséquent contrainte à réévaluer la situation dans la région ce qui a également modifié son discours. Tandis que jusqu'ici elle parlait d'un «conflit», elle constate aujourd'hui officiellement que c'est une guerre qui se déroule en Afghanistan.

Le nombre des victimes civiles a une nouvelle fois augmenté. Les actes de violence contre la population sont toujours commis par les quatre mêmes groupes de responsables:

- Les groupes armés hostiles au gouvernements comme les talibans, les *Hezbe-Islami* de Gulbuddin Hekmatyar, le réseau Haqqani, et d'autres.
- Les seigneurs de guerre et commandants de milices locaux.
- Des bandes criminelles.
- Les forces de sécurité afghanes et internationales dans leur lutte (notamment les bombardements) contre les groupes antigouvernementaux.

¹⁶ DFAE, Conseils aux voyageurs pour l'Afghanistan, 20 novembre 2008; conseils inchangés depuis le 9 août 2009, www.eda.admin.ch/eda/fr/home/travad.html.

¹⁷ US Department of State, Bureau of Consular Affairs, *Travel Warning: Afghanistan*, 23 juillet 2009 (conseils valables jusqu'au 9 août 2009), http://travel.state.gov/travel/cis_pa_tw/tw/tw_2121.html.

Selon les informations de la *Afghanistan Independent Human Rights Commission* (AIHRC) cette escalade de la violence a coûté la vie à près de 2118 civils en 2008. Par rapport à l'année précédente, leur nombre a augmenté de quarante pour cent.¹⁸ Entre janvier et juin 2009, la mission de l'ONU en Afghanistan (UNAMA) a enregistré 1013 victimes civiles. Selon les informations du ministère de l'Intérieur afghan, le nombre des attaques perpétrées par des groupements armés atteint le chiffre record de 126 attentats au cours de la seule seconde semaine de juin 2009. Ces derniers ont été commis dans septante pour cent du territoire afghan (vingt-cinq provinces sur trente-quatre).¹⁹ Cette situation n'a cependant rien de nouveau, elle n'est qu'un pic momentané dans le climat généralisé de violence qui règne dans le pays. Entre 2006 et 2007, on avait déjà enregistré un doublement semblable du nombre des attentats.²⁰

La communauté internationale attend maintenant avec impatience la nouvelle stratégie américaine pour l'Afghanistan. D'après le *Center for Security Studies*, elle présenterait quatre modifications fondamentales:

- Les USA ne concentreront plus leur action que sur l'anéantissement d'Al-Qaïda; ils ne s'occuperont plus de la démocratisation du pays.
- Puisque la stabilisation de l'Afghanistan ne peut plus être dissociée du Pakistan voisin, les activités militaires des USA seront étendues au Pakistan.
- Les USA intensifieront la lutte contre les rebelles au moyen du renforcement de leurs troupes et de la formation des forces de sécurité afghanes.
- Les USA miseront davantage sur une solution politique en cherchant le dialogue avec les talibans «modérés» et en intégrant des partenaires locaux à la résolution du conflit.²¹

L'essentiel des interventions restera ainsi d'ordre militaire.²² La forte augmentation des troupes US aura pour effet une «américanisation» des troupes; au sein de l'ISAF, les USA auront davantage de poids en matière de planification des interventions. En revanche, l'Australie, le Canada et les Pays-Bas ont déjà annoncé ou laissé entendre qu'ils allaient limiter la durée de la présence de leurs troupes en Afghanistan.²³

Les talibans. Les talibans ne forment toujours pas de faction homogène. Ils se constituent de talibans afghans, d'extrémistes pakistanais, de partisans d'Al-Qaïda et de criminels de tous bords. Durant les six premiers mois de 2009, on a constaté une participation plus forte de combattants étrangers qui sont probablement liés à la

¹⁸ Afghanistan Independent Human Rights Commission (AIHRC), *Annual Report 2008*, décembre 2008, p. 5 et 8.

¹⁹ UNAMA, *Afghanistan: Mid Year Bulletin on Protection of civilians in Armed Conflict, 2009*, juillet 2009, www.unhcr.org; Quqnoos, *126 Attacks in a Week in Afghanistan*, 15 juin 2009, <http://quqnoos.com>.

²⁰ Agence de presse «Presseportal», *Afghanistan – Eskalationsspirale kommt in Schwung/Afghanistan, escalade effrénée de la spirale des violences*, Paul Schäfer, 9 juin 2009, www.presseportal.de/pm/41150/1420089/die_linke.

²¹ CSS, «*Afghanistan: Neue Strategie und viele offene Fragen/Afghanistan, nouvelles stratégies et beaucoup de questions sans réponse*», p. 1, avril 2009.

²² Marc W. Herold, *Obama's First 100 Days*, 1^{er} mai 2009.

²³ NZZ, 29 avril 2009, p. 7.

mouvance Al Quaïda. Entre-temps, les quelques volontaires islamistes des débuts se sont transformés en un flot toujours plus important de combattants.²⁴

En décembre 2008, relate l'International Council on Security and Development (ICOS), les talibans étaient présents en permanence sur près de septante-deux pour cent du territoire. Un an auparavant, ils n'étaient encore que cinquante-quatre pour cent. *Dorénavant, les talibans dictent leurs conditions tant politiques que militaires en Afghanistan.*²⁵

Au cours de ces derniers mois, certains experts ont constaté que les talibans ont une stratégie de combat de plus en plus efficace sans doute due à l'amélioration de leurs capacités opérationnelles et à leur rapidité d'action. La nouvelle «qualité» de leurs attaques indique qu'ils disposent de combattants qualifiés en plus grand nombre. Comparés aux quatre premiers mois de 2008, les talibans ont mené en 2009, au cours de la même période, des attaques plus complexes, plus raffinées et plus efficaces.²⁶ Fin avril 2009, ils ont lancé *l'opération Nasrat* (opération victoire) annoncée par le mollah Boradar.²⁷

Depuis avril 2009, les talibans s'efforcent d'améliorer leur image dans la population dont certaines parties se sont d'ailleurs résignées à leur omniprésence et tentent de s'accommoder de cette nouvelle réalité.²⁸ Mais le succès des talibans est lié pour une bonne part à l'explosion des recrutements, rendus possibles par les attaques aériennes et la lutte contre la drogue menée par l'OTAN. L'argent du trafic des stupéfiants, les rackets et le soutien de certains pays du Moyen-Orient donnent aux talibans les moyens de payer leurs recrues beaucoup mieux que ce que l'Etat afghan n'est en mesure de faire.²⁹

Les organisations de défense des droits de l'homme et l'ONU condamnent sévèrement les méthodes des talibans, telles les décapitations ou l'utilisation de la population civile, en particulier les enfants, comme boucliers humains.³⁰ De son côté, l'armée américaine reproche aux talibans *d'utiliser des explosifs et des grenades au phosphore blanc*, ce que le droit international considère également comme un crime de guerre. Une organisation afghane des droits humains a confirmé 16 cas de personnes présentant des brûlures dues à cette substance toxique.³¹

Les forces de sécurité afghanes. Selon le rapport du Center for Strategic & International Studies (CSIS), ni l'armée nationale (ANA) ni la police afghane (ANP) ne

²⁴ Zeit online, 16 avril 2009; Assemblée générale du Conseil de sécurité, 23 juin 2009, p. 5; ICOS, *Struggle for Kabul*, décembre 2008, p. 6.

²⁵ ICOS, *Struggle for Kabul*, décembre 2008, p. 5.

²⁶ Welt online, *Militärisch ausgereifte Operation der Taliban/Opérations militaires bien préparées des talibans*, 2 mai 2009, www.welt.de; Assemblée générale du Conseil de sécurité, 23 juin 2009, p. 5; NZZ, 22 décembre 2008, p. 1, *Die USA wollen Truppen in Afghanistan verdoppeln/Les USA veulent doubler le nombre de leurs troupes en Afghanistan*.

²⁷ Quqnoos, *Taliban Launches New Afghan Operation*, 30 avril 2009, <http://quqnoos.com>.

²⁸ Asia Times Online, *Taliban put on a friendly face*, 9 juin 2009, www.atimes.com.

²⁹ Assemblée générale du Conseil de sécurité, 23 juin 2009, p. 5; ICOS, *Struggle for Kabul*, décembre 2008, p. 6; The Economic Times, *How the Taliban has turned extortion into a gold mine*, 7 juin 2009, <http://economictimes.indiatimes.com>.

³⁰ Human Rights Watch, *World Report 2009*, 14 janvier 2009; UN News Service, *UN condemns Taliban use of children as victims and perpetrators of suicide bombing*, 19 janvier 2009, www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=29589&Cr=taliban&Cr1=children.

³¹ Focus online, *Taliban verschiessen angeblich weissen Phosphor/Les talibans utiliseraient du phosphore blanc dans leurs opérations*, 11 mai 2009, www.focus.de.

sont en mesure de mener des opérations complexes de manière indépendante. En matière de direction, de logistique et de soutien aérien, les deux organismes sont toujours aussi dépendants des troupes de l'OTAN. En raison de l'aggravation radicale de la situation de sécurité, l'OTAN et les USA ont décidé d'augmenter le nombre des troupes afghanes à 135'000 hommes alors que 70'000 étaient prévues à l'origine. Compte tenu du manque de moyens financiers, d'équipements et de formateurs, ce chiffre paraît trop ambitieux.³²

Pour **la police afghane**, la situation est beaucoup plus difficile. Parmi les 149'000 policiers formés, on estime le nombre de ceux qui étaient effectivement en service en décembre 2008 entre 35'000 à 57'000. Dans le corps de police, le taux de désertions est de loin plus élevé car c'est dans la police que le nombre de victimes est le plus important.³³ En 2008, plus de mille policiers afghans ont perdu la vie et 1700 autres ont été blessés pendant une intervention.³⁴

En dehors des carences de leur formation, le financement des forces de sécurité afghanes est un problème grave. Leurs membres reçoivent fréquemment leur salaire avec des mois de retard. La corruption, particulièrement répandue à tous les niveaux du corps de police, fait que la population la désigne comme *la plus grande source d'insécurité* dans le pays. En décembre 2008, le gouvernement afghan a désarmé et arrêté une cinquantaine de policiers dans la province de Farah soupçonnés de corruption et de soutien aux talibans. Une douzaine d'autres auraient rejoint les troupes des talibans.³⁵ Selon les estimations de Human Rights Watch, la police afghane est en grande partie incapable de lutter (ou ne veut pas lutter) contre les enlèvements dont le nombre a explosé ces derniers mois.³⁶

Violations des droits humains. Selon les informations de l'US Department of State, les forces de sécurité afghanes et les services secrets (National Directorate of Security, NDS, (anciennement KHAD, puis WAD) ont fait usage d'une violence excessive dont la torture n'était pas exclue.³⁷

Forces de sécurité internationales. Conformément à leur nouvelle stratégie, les USA ont décidé de renforcer une nouvelle fois le nombre de leurs troupes de 21'000 unités dont quatre mille pour la formation des forces de sécurité afghanes. En juillet 2009, plus de 100'000 troupes de l'OTAN se trouvaient en Afghanistan. *Cette guerre a de moins en moins de soutien* dans l'opinion publique européenne et *de nombreux gouvernements réfléchissent à un retrait de leurs troupes ou pour le moins à une diminution du nombre de leurs soldats.*³⁸

³² CSIS, *Winning in Afghanistan*, 6 janvier 2009, p. ii–v.

³² CSIS, *Winning in Afghanistan*, 6 janvier 2009, p. ii–v.

³³ CSIS, *Winning in Afghanistan*, 6 janvier 2009, p. iii.

³⁴ NZZ, 23 décembre 2008, p. 5, *Aufbauarbeit in einem Klima von Unsicherheit und Angst/Reconstruction dans un climat de peur et d'insécurité.*

³⁵ Radio Free Europe/Radio Liberty, *Some 50 Afghan policemen arrested for helping Taliban*, 30 décembre 2008, www.rferl.org; NZZ, 26 mai 2009, p. 9, *Entführungen sind in Afghanistan ein blühendes Geschäft/En Afghanistan, les enlèvements sont une affaire florissante*; Radio Free Europe/Radio Liberty, 30 décembre 2008.

³⁶ Human Rights Watch, *World Report 2009*, 14 janvier 2009.

³⁷ US Department of State, *2008 Country Reports on Human Rights Practices – Afghanistan*, 25 février 2009, www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2008/sca/119131.htm; NZZ, 18 février 2009, p. 2, *Die Uno fordert mehr Schutz für afghanische Zivilisten/L'ONU demande davantage de protection pour les civils afghans.*

³⁸ NZZ, 3 avril 2009, p. 2, *US-General will mehr Truppen für Afghanistan/Un général US demande davantage de troupes en Afghanistan*; NZZ, 4 août 2009, p. 5, *Zunehmende Gewalt vor den Wah-*

Les échecs récurrents de la politique de l'OTAN en Afghanistan sont surtout dus à la persistance des bombardements aériens et au nombre très élevé de victimes qu'ils font dans la population civile, ainsi qu'à la violence avec laquelle est menée la stratégie de lutte contre la drogue. Ces deux aspects de la situation provoquent des sentiments extrêmement négatifs et de la colère chez les Afghans et leur donnent l'impression que les troupes internationales peuvent agir en toute impunité.³⁹ En Allemagne, plusieurs procédures d'instruction qui avaient été ouvertes contre des soldats ont été closes sous couvert de la légitime défense.⁴⁰ Le nouveau commandant des forces américaines en Afghanistan, Stanley McChrystal a récemment déclaré: *le succès de nos interventions ne se mesure pas au nombre d'ennemis tués, mais au nombre de civils que nous avons pu protéger de la violence.*⁴¹

Violations des droits humains. les informations sont fréquentes sur les mauvais traitements et la torture que subissent les prisonniers au centre de détention américain de Bagram.⁴²

Milices et seigneurs de guerre locaux. Dans de grandes parties du pays, les seigneurs de guerre et anciens commandants, ainsi que leurs milices, tous fréquemment impliqués dans le trafic de drogue et d'autres activités criminelles, terrorisent la population. Comme ils parviennent aussi à poursuivre leurs activités dans un climat d'impunité, ils restent un défi majeur pour le pays.⁴³ Selon les informations de l'US Department of State, certains chefs de clans ou leaders locaux dirigent aujourd'hui encore leurs propres prisons.⁴⁴

Malgré les différents programmes de désarmement mis en place (DDR, DIAG), il existe encore plus de trois mille groupes armés en Afghanistan. Depuis 2005, on enregistre également une augmentation du nombre des milices hostiles au gouvernement. Selon certaines estimations, celles-ci se seraient procuré leurs armes dans le pays ce qui montre que le gouvernement afghan n'est pas en mesure de contrôler avec efficacité ses dépôts d'armes et leur distribution.⁴⁵ Un rapport américain selon lequel plus de 87'000 armes, *des mitrailleuses aux lance-roquettes*, auraient disparu a récemment fait sensation. Ce chiffre correspond à environ un tiers de toutes les armes livrées aux forces de sécurité afghanes.⁴⁶

Projet pilote du ministère afghan de l'Intérieur et des forces de sécurité américaines, la création de l'*Afghan Public Protection Force* (APPF) dans la province de Wardak suscite des doutes suite à la dissolution des unités de police auxiliaire en 2008. En effet, plus de trois mille policiers ont disparu à l'époque avec leurs armes. Les uni-

len in Afghanistan/Violences croissantes avant les présidentielles afghanes; NZZ, 16 avril 2009, p. 6–7.

³⁹ ICOS, *Struggle for Kabul*, décembre 2008, p. 6; Human Rights Watch, *World Report 2009*, 14 janvier 2009; NZZ, 18 février 2009, p. 2; *Caught in the Conflict*, 3 avril 2009, p. 10.

⁴⁰ Frankfurter Allgemeine, *Keine weiteren Ermittlungen gegen Schützen von Kundus/Pas de poursuites supplémentaires contre les tireurs d'élite de Kunduz*, 13 mai 2009, www.faz.net.

⁴¹ The New York Times, *Poll Shows Drop in Support of Karzai as Afghan Leader*, 16 juin 2009, www.nytimes.com.

⁴² *Caught in the Conflict*, 3 avril 2009, p. 4 et 9; Badraftar ba zendaniyan dar bazdaschtegah-e bagram, 24 juin 2009, www.bbc.co.uk.

⁴³ NZZ, 19 février 2009, p. 9; Human Rights Watch, *World Report 2009*, 14 janvier 2009.

⁴⁴ US Department of State, 25 février 2009.

⁴⁵ *Caught in the Conflict*, 3 avril 2009, p. 20–22.

⁴⁶ NZZ, 14/15 février 2009, p. 2, *Kinder bei Gedeckt in Afghanistan getötet/Des enfants tués au cours d'un combat en Afghanistan*.

tés de l'APPF constituées aujourd'hui de combattants locaux ont normalement pour tâche de protéger les infrastructures essentielles des provinces et de participer au combat contre les groupes antigouvernementaux. Le système menace toutefois de transformer ces unités en milices, semblables à celles des clans contre lesquels la communauté internationale a tenté de lutter ces dernières années au moyen de plusieurs projets de désarmement. Il met aussi en péril une stabilisation à long terme de la situation de sécurité dans le pays.⁴⁷

Sécurité et trafic de drogue. En 2008, le trafic de drogue a constitué entre vingt et trente pour cent du produit national brut. Bien qu'au cours de la même période, la lutte contre ce trafic a eu pour effet une diminution d'environ six pour cent de la culture du pavot, l'Afghanistan produit toujours près de nonante pour cent de la totalité d'opium vendu dans le monde. Pour quatre-vingts pour cent de la population des campagnes, l'opium est la principale source de revenus. On estime par ailleurs que les talibans financent environ soixante pour cent de leur guérilla au moyen du trafic de drogue.⁴⁸

Selon Richard Holbrooke, émissaire américain pour l'Afghanistan et le Pakistan, la campagne américaine de lutte contre la drogue est un échec et doit être modifiée. Il sera nécessaire de lutter désormais aussi contre les trafiquants et le trafic. Parallèlement, il faudra relancer l'économie afghane et trouver des alternatives à la culture du pavot.⁴⁹ Il est absolument indispensable que la lutte contre le trafic de drogue affaiblisse visiblement tous les groupes antigouvernementaux et hostiles au gouvernement.⁵⁰

Fin 2008, le Département de sécurité de l'ONU a désigné de vastes parties du sud, de l'est et du centre de l'Afghanistan comme *des régions extrêmement dangereuses et hostiles*.⁵¹

L'est et le sud du pays. Dans l'est et le sud, la situation ne s'est pas améliorée malgré les opérations militaires incessantes et sans concessions. Le nombre des attentats ne cesse d'augmenter.⁵² Ceux qui sont perpétrés dans le sud et le sud-est de l'Afghanistan sont liés pour la plupart à des groupes antigouvernementaux ou au trafic de drogue. Dans la province d'Helmand, les talibans ont étendu leur influence à de grandes parties de la région. En mai 2009, ils contrôlaient cinq districts de la province, ceux où la plupart des attaques sont menées contre les troupes de l'OTAN.⁵³ A Kandahar et dans les environs, la situation de sécurité s'est considérablement aggravée.⁵⁴ Outre les talibans, on enregistre dans la région la présence du

⁴⁷ *Caught in the Conflict*, 3 avril 2009, p. 21; Marc W. Herold, *Obama's First 100 Days*, 1^{er} mai 2009; ICOS, *Struggle for Kabul*, décembre 2008, p. 19; CSIS, *Winning in Afghanistan*, 6 janvier 2009, p. 77–82.

⁴⁸ Asian Development Bank, mars 2009, p. 185; NZZ, 29 août 2009, p. 7, *Der Mohnanbau in Afghanistan geht zurück/Diminution de la culture du pivot en Afghanistan*; NZZ, 1/2 novembre 2008, p. 1, *Drogen blockieren Köpfe/La drogue paralyse les têtes*.

⁴⁹ Quqnoos, *Afghan Drug Policy a «Failure»: US Envoy*, 28 juin 2009, <http://quqnoos.com>; Marc W. Herold, *Obama's First 100 Days*, 1^{er} mai 2009.

⁵⁰ NZZ, 11/12 octobre 2008, p. 3, *Kompromiss der Nato zur Drogenbekämpfung/Compromis de l'OTAN dans la lutte contre la drogue*.

⁵¹ NZZ, 18 février 2009, p. 2.

⁵² NZZ, 18 décembre 2008, p. 7; Zeit online, 16 avril 2009.

⁵³ US Department of State, *Travel Warning*, 23 juillet 2009; BBC News, *Helmand troops «lacking capacity»*, 25 juin 2009, <http://news.bbc.co.uk>; Quqnoos, *Taliban Spreads Out Influence in Afghan South*, 13 mai 2009, <http://quqnoos.com>.

⁵⁴ Assemblée générale du Conseil de sécurité, 23 juin 2009, p. 5.

réseau Haqqani, ainsi qu'Al Quaïda et les *Hezb-e Islami* de Gulbuddin. Ce dernier est plus particulièrement actif dans les provinces de Nangarhar, de Kunar et du Nuristan.⁵⁵

Le nord du pays. Au nord de l'Afghanistan, région considérée jusqu'ici comme stable et sûre, un climat d'insécurité et de peur règne depuis fin 2008,⁵⁶ en particulier dans les provinces de Kunduz, de Baghlan, de Takhar, de Badghis et de Faryab, régions infiltrées par les talibans et les *Hezb-e Islami*.⁵⁷ Même à proximité immédiate du camp de l'ISAF, à Kunduz, la population subit de nombreuses intimidations et des écoles doivent être fermées. La quantité des menaces proférées contre certaines parties de la population afghane a augmenté parallèlement au perfectionnement de la planification et de l'organisation des attaques. Les attentats contre les fonctionnaires du gouvernement et les forces de sécurité sont en augmentation comme dans les environs de Mazar-e-Sharif où les attentats à la bombe n'ont cessé de croître.⁵⁸

L'ouest du pays. Dans l'ouest de l'Afghanistan, les groupes antigouvernementaux en relation très étroite avec des bandes criminelles puissantes, ne cessent d'accroître le nombre de leurs opérations qui ciblent plus particulièrement les fonctionnaires gouvernementaux, les forces de sécurité et les civils. Les provinces de Nimruz, de Farah et de Badghis sont les plus touchées.⁵⁹

Kaboul et le centre du pays. La capitale n'est plus considérée comme sûre. Dorénavant, les attentats à la bombe, les assassinats et les enlèvements ont lieu même en plein jour. Les liens entre les talibans et les bandes de criminels se sont resserrés créant ainsi les conditions idéales pour toutes sortes d'activités criminelles.⁶⁰ Le 11 février 2009, plusieurs kamikazes talibans se sont fait sauter à Kaboul dans une série d'attentats qui ont touché au même moment l'administration pénitentiaire, ainsi que les ministères de la Justice et de l'Education. *Tous deux sont situés à proximité immédiate du palais présidentiel placé sous haute surveillance.*⁶¹ Parmi les quatre routes qui relient Kaboul aux provinces du pays, celle qui mène à Mazar-e-e Sharif par Salang et la vallée du Panshir est la seule considérée comme sûre pour les Afghans et les personnes internationales. La seconde menant à Bagram, au nord du pays, où se trouve également la base aérienne américaine n'est pas réputée sûre. La troisième qui part vers l'ouest en direction de Kandahar est dangereuse dès qu'on atteint la province de Wardak. La route qui mène à Logar, au sud du pays est tout aussi peu sûre, de même que celle qui part vers l'est en direction de Jalalabad, dès le carrefour routier de Sarobi.⁶² La situation s'est dramatiquement aggravée

⁵⁵ UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 43–44, juillet 2009.

⁵⁶ NZZ, 23 décembre 2008, p. 5; Quqnoos, *Stable Afghan North, Under Security Siege*, 19 avril 2009, <http://quqnoos.com>.

⁵⁷ UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 45, juillet 2009.

⁵⁸ Spiegel online, *Wundert euch nicht, wenn wir jetzt Schulmädchen töten/Ne vous étonnez pas si nous tuons dorénavant des écolières*, 26 mai 2009, www.spiegel.de; Süddeutsche Zeitung online, *Verschärfte Sicherheitslage/Aggravation de la situation de sécurité*, 24 juin 2009, www.sueddeutsche.de; Welt online, 2 mai 2009.

⁵⁹ UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 45–46, juillet 2009.

⁶⁰ ICOS, *Struggle for Kabul*, décembre 2008, p. 5; US Department of State, *Travel Warning*, 23 juillet 2009; NZZ, 19 février 2009, p. 9.

⁶¹ NZZ, 12 février 2009, p. 2, *Regierungsgebäude in Kabul angegriffen/Bâtiments du gouvernement attaqués à Kaboul*.

⁶² ICOS, *Struggle for Kabul*, décembre 2008, p. 5.

dans les provinces de Wardak, de Logar et de Kapsia, mais les talibans sont aussi très présents dans la province de Ghazni.⁶³

Le Pakistan. A la problématique que constitue la zone centrale de repli que les talibans et Al Quaida sont parvenus à créer dans la région frontalière entre le Pakistan et l'Afghanistan s'ajoute la déstabilisation croissante du Pakistan par des groupes extrémistes, ce qui comporte un fort potentiel d'aggravation de la situation régionale et globale.

L'accord passé en février 2009 entre les talibans et le gouvernement pakistanais a été accueilli avec inquiétude. Nombre d'observateurs ont indiqué que cette résolution pourrait provoquer une intensification de la talibanisation d'autres régions situées le long de la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan.⁶⁴ Le Pakistan a pris beaucoup de temps pour répondre à cette inquiétude et pour cause. L'armée et les services de renseignement sont étroitement liés aux extrémistes islamistes et la plupart des membres de ces deux forces gouvernementales *ne comprennent pas que le contexte politique a changé et que les extrémistes menacent aujourd'hui l'existence du Pakistan.*⁶⁵

Perspectives. Le renforcement des groupes hostiles au gouvernement et la nouvelle puissance de leurs opérations ont eu pour conséquence des réactions plus offensives et plus dures des troupes de l'OTAN. L'augmentation dramatique des attentats et celle du nombre de troupes des forces alliées font craindre désormais une amplification des combats et par conséquent, un nouvel accroissement du nombre des victimes dans la population civile et parmi les déplacés internes. Le prolongement de cette situation sera sans doute des recrutements de plus en plus nombreux chez les talibans.⁶⁶ A ce propos, le secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer a déclaré en juin 2009: *Il y aura davantage de victimes de tous les côtés.*⁶⁷

⁶³ UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 44–45, juillet 2009.

⁶⁴ NZZ, 25 février 2009, p. 3, *Umstrittenes Abkommen mit den Taliban/Accord controversé avec les taliban*; Al Jazeera, *Swat sharia deal worries Afghans*, 15 avril 2009, <http://english.aljazeera.net>.

⁶⁵ NZZ, 30 avril 2009, p. 5, *Pakistan kämpft halbherzig gegen die Taliban. Experten schätzen, dass die verschiedenen, lose miteinander verbundenen Gruppierung extremistischer Kräfte, die im Nordwesten Pakistans aktiv sind, heute etwa über 60'000 bis 90'000 bewaffnete Kämpfer verfügen/Le Pakistan lutte à contrecœur contre les talibans. Les experts de la situation estiment que divers groupes extrémistes, indépendants les uns des autres, sont actifs au nord-ouest du Pakistan. Leurs forces représenteraient entre 60'000 et 90'000 combattants armés.*

⁶⁶ *Caught in the Conflict*, 3 avril 2009; Marc W. Herold, *Obama's First 100 Days*, 1^{er} mai 2009.

⁶⁷ Focus online, *NATO erwartet mehr Tote in Afghanistan/L'OTAN estime que le nombre de tués va augmenter en Afghanistan*, 12 juin 2009, www.focus.de.

4 Constitution et système de justice

Selon les informations d'Amnesty International, le système de justice afghan n'est toujours pas en mesure de mener des procédures incorruptibles correctes et justes.⁶⁸ La justice afghane ne souffre pas seulement de manque de fonds et de personnel qualifié, elle est aussi gangrenée par l'influence des politiques et par la corruption. L'indépendance nécessaire des juges est le plus souvent phagocytée par les pressions qu'exercent sur eux les seigneurs locaux, les chefs de clans, les familles des prévenus et les groupes antigouvernementaux. De nombreux tribunaux appliquent les textes de loi à leur façon en y mêlant dans toutes sortes de combinaisons le droit codifié, la charia et le droit coutumier.⁶⁹ Le cas Kambakhsh a clairement montré qu'au cours des dernières années, malgré le soutien international, le système de justice afghan n'a fait que de rares progrès.⁷⁰

Les représentants de l'ONU voient dans la quasi inexistence d'un système de justice un des problèmes essentiels de l'Afghanistan. Il est impossible de lutter contre *l'implication de la police dans des affaires de corruption, de trafic de drogue et de criminalité tant qu'un système de justice blindé contre toute influence extérieure ne sera pas mis en place*. Au sein du Transparency-Index, l'Afghanistan occupait en 2008 la place 176 sur 180.⁷¹

De plus, le gouvernement afghan n'a entrepris que peu de choses pour mener à bien le plan quinquennal *Action Plan for Peace, Reconciliation and Justice*, lancé en décembre 2006. La plupart des étapes du plan d'action n'ont pas été réalisées.⁷²

Aujourd'hui encore, près de quatre-vingts pour cent des cas sont réglés par des dispositifs locaux de règlement de conflits, notamment les différends liés à la famille. En Afghanistan, la violence domestique, le divorce et les successions passent d'abord par le conseil de famille. Ce n'est qu'ensuite qu'intervient le dispositif local qui règle les conflits en s'appuyant sur le droit coutumier. Le fait que les citoyens ne s'adressent pas aux institutions de l'Etat a deux causes. La première est qu'elles ne fonctionnent pas ou peu, la seconde, qu'une procédure informelle est plus rapide et beaucoup moins onéreuse. Dans une société fortement patriarcale comme celle de l'Afghanistan, les femmes et les enfants n'ont que très peu de perspectives de voir leurs droits respectés.⁷³

⁶⁸ Amnesty International, *Afghanistan moves towards a wide use of executions*, 13 novembre 2008, www.amnesty.org/en/news-and-updates/news/afghanistan-moves-towards-wide-use-executions-20081113.

⁶⁹ US Department of State, 25 février 2009; AIHRC, *Annual Report 2008*, décembre 2008, p. 32.

⁷⁰ Institute for War and Peace Reporting (IWPR), *Afghan Recovery Report 315, Afghan Supreme Court Rejects Blasphemy Appeal*, 10 mars 2009, www.iwpr.net.

⁷¹ NZZ, 23 décembre 2008, p. 5; Assemblée générale du Conseil de sécurité, 23 juin 2009, p. 5–6; Spiegel online, 16 mars 2009.

⁷² Human Rights Watch, *World Report 2009*, 14 janvier 2009; AIHRC, *Annual Report 2008*, décembre 2008, p. 63.

⁷³ US Department of State, 25 février 2009; Nadjma Yassari, *Das afghanische Recht zwischen Staat, Scharia und Gewohnheitsrecht/Le droit afghan entre l'Etat, la charia et le droit coutumier*, parution Inamo, printemps 2009, p. 27–30.

Loi sur le mariage. En mars 2009, la loi chiite sur la famille a créé la stupéfaction. Adoptée, elle aurait toléré le mariage des enfants, attribué au père ou au grand-père le droit de garde des enfants, interdit aux femmes de sortir de la maison sans l'accord de leur mari et quasiment légalisé le viol dans le mariage. Après de vives protestations, Hamid Karzaï a exigé que soit vérifiée la conformité constitutionnelle de cette loi. En juillet, il a finalement paraphé une version révisée du texte.⁷⁴

Détention des membres du clan familial («Sippenhaft»). Il est parfois arrivé que les proches d'un prévenu aient été condamnés à sa place.⁷⁵

Dans les régions qu'ils contrôlent, les **talibans** ont mis en place leur propre système de justice basé sur l'application extrêmement stricte et rigide de la charia. En guise de sanctions, celle-ci prévoit la décapitation, la pendaison et les coups. En 2008, l'UNAMA a enregistré quelque 271 exécutions sommaires commises par les talibans et d'autres groupes antigouvernementaux. Les talibans ont leurs propres prisons et sont accusés d'employer la torture durant les interrogatoires. Dans certaines régions du pays, faute d'un système de justice d'une quelconque efficacité, les talibans peuvent à nouveau se présenter comme les gardiens de l'ordre et de la justice.⁷⁶

La peine de mort. Depuis le 7 novembre 2008, seize personnes ont été exécutées. Amnesty International estime qu'Hamid Karzaï a signé la peine de mort de cent onze autres personnes. La majorité des procès à l'issue desquels la peine capitale a été prononcée présentaient pourtant des vices de procédure: la plupart des cas n'avaient pas fait l'objet d'une instruction suffisante, les accusés n'avaient pas ou quasiment pas eu accès à un soutien juridique, etc. Amnesty International craint aujourd'hui que la peine de mort soit désormais prononcée et exécutée plus fréquemment.⁷⁷ En octobre 2008, la peine de mort prononcée contre Parviz Kambakhsh a été commuée en une peine d'emprisonnement de vingt ans.⁷⁸

Les conditions de détention. Dans les prisons, les conditions de détention ne correspondent toujours pas aux standards internationaux. Les cellules sont surpeuplées et les sanitaires rudimentaires. Les quantités d'eau potable et de nourriture sont insuffisantes.⁷⁹ La situation de sécurité n'a pas permis au CICR d'aller dans toutes les prisons. Il n'a pas eu accès non plus à toutes les personnes incarcérées. D'après les informations du ministère de la Condition des femmes et de certaines ONG, des membres de la police afghane auraient violé à plusieurs reprises des femmes arrêtées ou condamnées. Aujourd'hui encore, les enfants doivent vivre en prison avec leur mère incarcérée.⁸⁰

Bagram. Conformément à l'accord de 2007, la Grande-Bretagne, le Canada, le Danemark, la Norvège et les Pays-Bas ont remis 330 prisonniers au gouvernement

⁷⁴ NZZ, 28 avril 2009, p. 2, *Kabul überarbeitet Familiengesetz für Schiiten/Kaboul modifie le Code de la famille pour les chiïtes*; NZZ, 10 juillet 2009, p. 2, *Revision des umstrittenen afghanischen Ehegesetzes/Révision de la loi afghane controversée sur la famille*.

⁷⁵ UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 58, juillet 2009; US Department of State, 25 février 2009.

⁷⁶ US Department of State, 25 février 2009; ICOS, *Struggle for Kabul*, décembre 2008, p. 15.

⁷⁷ United Kingdom: Foreign and Commonwealth Office, *Annual Report on Human Rights 2008*, 26 mars 2009, www.unhcr.org; Amnesty International, 13 novembre 2008.

⁷⁸ Radio Free Europe/Radio Liberty, *Afghan court upholds journalism student's 20-year blasphemy sentence*, 10 mars 2009, www.rferl.org; IWPR, mars 2009.

⁷⁹ UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 17, juillet 2009.

⁸⁰ US Department of State, 25 février 2009; AIHRC, *Annual Report 2008*, décembre 2008, p. 27.

afghan en 2008.⁸¹ Selon les informations d'Human Rights Watch, plus de six cents personnes, parmi elles des enfants, sont encore retenues dans la prison de la base militaire américaine de Bagram. Certains des prisonniers y sont incarcérés depuis des années et n'ont pas accès à un soutien juridique. Ils n'ont pas non plus la perspective d'obtenir un procès équitable.⁸²

5 Situation des droits humains: groupes de personnes en danger

Le système de justice afghan ne présente aucune disposition qui permettrait de protéger les justiciables de sanctions pénales excessives pour avoir fait usage de leurs libertés et droits fondamentaux.⁸³ Selon les informations de l'AIHRC, le manque de professionnalisme de la magistrature est une des causes principale des violations des droits humains dans le pays. Les enquêtes de l'organisation ont montré que les droits de l'homme sont beaucoup méprisés, notamment dans les prisons, les centres de détention, les foyers éducatifs, les foyers pour orphelins et les écoles. La violence contre les femmes et les enfants est très répandue aussi. La plupart des violations connues des droits humains ont eu lieu dans les provinces du Badakhshan, de Faryab, d'Herat, de Kaboul, de Kunduz et de Takhar.⁸⁴

Les groupes de personnes qui sont menacées en 2009 par les forces gouvernementales et internationales, ainsi que par les groupes antigouvernementaux sont les suivantes:

Les collaborateurs des ONG. En 2008, les employés des œuvres d'entraide ont aussi été la cible de groupes antigouvernementaux et de bandes criminelles dans des régions considérées jusqu'ici comme sûres.⁸⁵ L'UNAMA a enregistré l'enlèvement de 141 d'entre eux dont 134 Afghans et sept étrangers. Par ailleurs, trente-huit collaborateurs des œuvres d'entraide ont été tués et septante convois d'aide humanitaire pillés. Les défenseurs des droits humains, les personnes qui travaillent au déminage ou au sein de projets d'infrastructures et les membres des PRT font toujours partie des cibles des groupes antigouvernementaux.⁸⁶ De janvier à juin 2009, on a enregistré soixante incidents de sécurité ayant touché des collaborateurs des ONG.⁸⁷

⁸¹ AIHRC, *Annual Report 2008*, décembre 2008, p. 33.

⁸² Human Rights Watch, *World Report 2009*, 14 janvier 2009; NZZ, 23 février 2009, p. 3, *Obama auf Bush-Kurs bei Afghanistan-Häftlingen/Obama dans les pas de Bush en ce qui concerne les prisonniers afghans; Caught in the Conflict*, 3 avril 2009, p. 9.

⁸³ UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 17, juillet 2009.

⁸⁴ AIHRC, *Annual Report 2008*, décembre 2008, p. 8, 31–32.

⁸⁵ Norwegian Refugee Council/International Displacement Monitoring Centre, *Afghanistan – Increasing hardship and limited support for growing displaced population*, 28 octobre 2008, p. 13, www.internal-displacement.org.

⁸⁶ US Department of State, 25 février 2009; US Department of State, *Country Reports on Terrorism 2008*, 30 avril 2009, www.state.gov/s/ct/rls/crt/2008/122434.htm; Human Rights Watch, *World Report 2009*, 14 janvier 2009; Quqnoos, *UN Demining Mission Cites Lack of Funding*, 12 janvier 2009, <http://quqnoos.com>.

⁸⁷ IRIN News, *800 civilians killed in conflict in January–May – UN report*, 28 juin 2009, www.irinnews.org.

Les journalistes. Les journalistes et collaborateurs des médias sont constamment sous la pression du gouvernement, des groupes antigouvernementaux, des dirigeants politiques et religieux, ainsi que des trafiquants de drogue. Au cours de ces derniers mois, intimidations, arrestations, détention et violence ont fortement muselé la liberté de la presse en Afghanistan. Les conditions de travail de l'ensemble des journalistes se sont considérablement détériorées depuis le début de l'année 2008. Il est de notoriété publique que le gouvernement n'est toujours pas en mesure de protéger les travailleurs de la presse. Entre juin 2007 et janvier 2009, les gens de la presse ont subi vingt-quatre agressions physiques, trente-cinq menaces de mort, quatorze arrestations et sept enlèvements. Le climat d'impunité qui règne dans le pays encourage de plus les assassinats de journalistes critiques.⁸⁸

Les femmes. Le lieutenant colonel Malalai Kakar était une collaboratrice de la police de haut rang et en tant que femme, doublement menacée par les groupes antigouvernementaux. Elle a été assassinée en septembre 2008. Le 12 avril 2009, Sitarra Achakzai, militante connue des droits des femmes à Kandahar a été abattue devant chez elle. Ces deux crimes ont été revendiqués par les talibans.⁸⁹ La ministre de la Condition des femmes est l'unique ministre femme du gouvernement afghan.⁹⁰ Depuis 2007, les conditions de vie des femmes se sont à peine améliorées.⁹¹ Les violences dont elles sont l'objet restent un grand problème. Pour 2008, l'AIHCR a enregistré dans tout le pays 2948 cas de violence domestique. Là encore, dans la plupart des cas, le gouvernement n'a pas été en mesure de déférer les coupables devant la justice. La persistance du climat d'impunité dans le pays a encore aggravé la situation. En plus des coups, des viols et des mariages forcés que les femmes subissent, toute cette violence provoque un nombre élevé de suicides. Les cas d'immolation par le feu ont beaucoup augmenté, en particulier dans l'ouest du pays.⁹² Les crimes les plus nombreux contre les femmes ont été enregistrés dans les provinces de Badakhshan, de Balkh, de Kunduz et de Kaboul. Enfin, parmi les 341 femmes qui s'étaient porté candidates aux élections dans les provinces, treize ont retiré leur candidature.⁹³

Les personnes travaillant au sein du système de santé. Les établissements de santé ont été fréquemment attaqués et les personnes y travaillant enlevées ou tuées ce qui a eu pour effet la fermeture de certains d'entre eux. Ainsi, des centaines de milliers de personnes n'ont plus accès aux soins médicaux. Les campagnes de vaccination contre la poliomyélite ont notamment dû être annulées plusieurs fois.⁹⁴

⁸⁸ Amnesty International, 13 mars 2009; Reporters sans Frontières, *World Report 2009 – Afghanistan*, 1^{er} mai 2009, www.unhcr.org; Human Rights Watch, *World Report 2009*, 14 janvier 2009; Reporters sans frontières, *Radio station director's murder still unpunished two years later*, 5 juin 2009, www.rsf.org.

⁸⁹ Human Rights Watch, *World Report 2009*, 14 janvier 2009.

⁹⁰ Tagesspiegel, *Politikerinnen in Afghanistan in Gefahr/Femmes politiques en danger en Afghanistan*, 15 avril 2009, <http://tagesspiegel.de>.

⁹¹ UNHCR, *UNHCR Eligibility Guidelines for Assessing the International Protection Needs of Asylum-Seekers from Afghanistan*, p. 7, juillet 2009, www.unhcr.org/refworld/docid/4a6477ef2.html.

⁹² AIHRC, *Annual Report 2008*, décembre 2008, p. 9 et 24; UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 7, juillet 2009.

⁹³ Assemblée générale du Conseil de sécurité, 23 juin 2009, p. 3.

⁹⁴ *Caught in the Conflict*, 3 avril 2009, p. 9; UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 25, juillet 2009; IRIN News, *Afghanistan – Government abandons voter registration at health centres*, 14 janvier 2009, www.irinnews.org.

Les anciens membres du gouvernement PSD. S'ils ne disposent pas de réseaux protecteurs, certains anciens membres de haut rang du PSD ou des officiers des services de renseignements qui se sont autrefois rendus coupables de crimes contre les droits humains sont maintenant exposés à la vengeance de leurs anciennes victimes.⁹⁵

Les ethnies minoritaires dans leur région. Les Pachtounes qui après la chute du régime des talibans sont devenus des déplacés internes sont susceptibles de rencontrer des problèmes lorsqu'ils rentrent chez eux, en particulier lorsqu'ils revendiquent leurs anciennes terres. Les Hazaras signalent régulièrement les discriminations sociales dont ils sont l'objet. Le conflit entre les Kuchis et les Hazaras sur le droit d'exploitation des pâturages n'a toujours pas été résolu.⁹⁶

Les enseignants et les élèves. En 2008, 149 membres du corps enseignant et des élèves ont été assassinés.⁹⁷ En novembre 2008, des enseignantes et des fillettes ont été victimes d'attaques à l'acide qui leur a été jeté au visage.⁹⁸ Au cours des quatre premiers mois de 2009, des attentats contre vingt-neuf écoles ont fait treize morts et quatorze blessés. En mai 2009, après un événement semblable à Parwan, soixante et une élèves ont été hospitalisées dans la province de Kapisa avec des symptômes d'empoisonnement. Les intimidations massives qui visent de plus en plus souvent les écoles ont rendu nécessaire la fermeture de certaines d'entre elles dans le nord du pays.⁹⁹

Les personnes converties. Selon la charia, toute conversion est considérée comme apostasie et par conséquent punie de la peine de mort. Suite à de vives protestations internationales, aucune peine capitale pour conversion n'a été exécutée au cours de ces dernières années. Considérées comme «infâmes», les personnes qui ont choisi une autre religion sont toutefois très menacées, en particulier par leur propre famille et les membres de leur ancienne communauté.¹⁰⁰

Les homosexuels. L'islam considère l'homosexualité comme un crime passible de la peine de mort. La forte tabouisation du sujet a pour conséquence que personne ne se risque à affirmer ouvertement son homosexualité. C'est la raison pour laquelle aucune procédure de ce type n'a été enregistrée en 2008.¹⁰¹

Les Hindous, les Sikhs et les membres de la communauté des Bahaï. En Afghanistan, tous les non-musulmans font partie des personnes en danger, confrontées quotidiennement dans la société aux discriminations, à l'hostilité et aux brimades. Depuis la fatwa prononcée en mai 2007 par la Cour suprême contre la communauté des Bahaïs, ces derniers encourent les mêmes sanctions que les personnes converties.¹⁰²

⁹⁵ UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 29–30, juillet 2009.

⁹⁶ UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 18–20, juillet 2009.

⁹⁷ US Department of State, 25 février 2009.

⁹⁸ Human Rights Watch, *World Report 2009*, 14 janvier 2009; UN News Service, 19 janvier 2009.

⁹⁹ Quqnoos, *Insurgency Averts 200 000 Afghan Kids from Schooling*, 21 avril 2009, <http://quqnoos.com>; *Caught in the Conflict*, 3 avril 2009, p. 9; Quqnoos, *Afghan Schoolgirls Poisoned*, 12 mai 2009, <http://quqnoos.com>; Spiegel online, 26 mai 2009.

¹⁰⁰ UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 14–16, juillet 2009.

¹⁰¹ UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 14–16, juillet 2009.

¹⁰² UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 14–16, juillet 2009.

Les religieux modérés et les chefs de clans. Dans les provinces du sud et de l'est du pays surtout, les talibans ont assassiné de nombreux chefs religieux progouvernementaux, des imams, des mollahs modérés et des chefs de clans modérés. Ils ont également tué dix ecclésiastiques et lancé plusieurs attaques contre des mosquées et d'autres institutions religieuses.¹⁰³

Les fonctionnaires du gouvernement. Les attentats contre les fonctionnaires du gouvernement (à tous les niveaux) et les bâtiments publics n'ont cessé de croître depuis 2006.¹⁰⁴ Au cours des seuls premiers mois de 2009, ils se sont multipliés, notamment contre des maires (à Khost City et dans la province de Laghman), des gouverneurs et les sièges de leurs administrations (notamment à Kandahar et Logar), des gouverneurs de district ou leurs bâtiments (dans les provinces de Baghlan et de Paktika) et des fonctionnaires de haut rang (départements des Transports, de l'Education et de la Santé à Kandahar, et du Pétrole à Kunduz).¹⁰⁵

Les membres de la police et des forces de sécurité sont très fréquemment touchés au cours de combats, d'attentats et d'enlèvements. Durant ces derniers mois, le nombre des attaques de postes de police a également augmenté.¹⁰⁶ Dans la lutte contre les groupes antigouvernementaux, la police a dix fois plus de victimes à déplorer que les forces armées.¹⁰⁷

Les personnes de retour en Afghanistan. En 2008, le nombre des **enlèvements d'Afghans fortunés** commis par des bandes criminelles ou des groupes antigouvernementaux a explosé.¹⁰⁸ Pour cette seule année, l'UNAMA en a enregistré près de 260 dont au moins quarante se sont soldés par la mort des personnes kidnappées. Toutefois, on estime que les chiffres réels sont beaucoup plus élevés (enlèvements non enregistrés). A Kaboul, ils peuvent avoir lieu en plein jour, même à proximité immédiate des postes de contrôle, ce qui a éveillé le soupçon d'une implication de la police dans ces kidnappings, soupçon renforcé par le fait qu'ils ne font quasiment jamais l'objet d'une quelconque poursuite ni ne sont éclaircis. Les kidnappeurs supposant que les personnes de retour disposent de beaucoup d'argent, ces dernières sont particulièrement touchées par ce phénomène.¹⁰⁹

¹⁰³ US Department of State, 30 avril 2009; UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 23–24, juillet 2009; US Department of State, 25 février 2009.

¹⁰⁴ US Department of State, 25 février 2009; Assemblée générale du Conseil de sécurité, 23 juin 2009, S. 5; UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 22, juillet 2009; US Department of State, 30 avril 2009; Human Rights Watch, *World Report 2009*, 14 janvier 2009; NZZ, 12 février 2009, p. 2.

¹⁰⁵ Quqnoos, *Afghan Mayor perishes*, 1^{er} avril 2009; NZZ, 13 mai 2009, p. 1, *Obama setzt auf neue Generäle/Obama mise sur de nouveaux généraux*; Focus online, *27 Menschen sterben bei Anschlagserie/Mort de 27 personnes au cours d'une série d'attentats*, 4 mai 2009, www.focus.de; The New York Times, 5 mai 2009; Focus online, *Mindestens fünf Tote bei Anschlägen/Plusieurs attentats ont fait au moins cinq morts*, 25 avril 2009, www.focus.de; Quqnoos, *Group Suicide Bombers Target Kandahar Governor Office*, 25 avril 2009; NZZ, 15 septembre 2008, p. 3, *Afghanischer Gouverneur bei Taliban-Attentat getötet/Gouverneur afghan assassiné lors d'un attentat taliban*; Quqnoos, 27 avril 2009; Quqnoos, *Afghan Governor Assassinated in Baghlan*, 7 mai 2009; Quqnoos, *Taliban Ambush District Governor*, 27 mai 2009; Quqnoos, *Taliban Slain Afghan Official in Kandahar*, 26 avril 2009; Quqnoos, *Gunmen Kill Afghan Official in Kunduz*, 17 juin 2009, <http://quqnoos.com>.

¹⁰⁶ US Department of State, 25 février 2009; US Department of State, 30 avril 2009.

¹⁰⁷ NZZ, 7 avril 2009, p. 7, *Vom neuen Rechtsstaat ist in Uruzgan nicht viel zu sehen/On ne voit pas grand-chose de l'Etat de droit dans la province d'Ourouzgân*.

¹⁰⁸ Assemblée générale du Conseil de sécurité, 23 juin 2009, p. 5; Quqnoos, *Afghan Minister Dad Kidnapped in Kabul Neighbour*, 21 avril 2009, <http://quqnoos.com>.

¹⁰⁹ NZZ, 26 mai 2009, p. 9; US Department of State, 25 février 2009.

Les enfants. De plus en plus fréquents dans les campagnes du pays surtout, les «mariages» ou «affaires familiales» servent de prétexte à l'esclavage des enfants ou à leur servitude pour dettes. L'extrême pauvreté, l'absence de conscience des droits des enfants, ainsi que la faiblesse du système de justice favorisent le développement de la situation. Pour la seule province d'Herat, cent-cinquante cas de «trafic d'enfants» ont été signalés en 2008.¹¹⁰ Selon les informations de l'AIHRC, le travail des enfants est très répandu dans tout le pays. C'est pourquoi nombre d'entre eux ne peuvent pas aller à l'école. Les garçons subissent en outre des agressions sexuelles, mais la pratique dite du *bache bazi* (petits garçons maintenus en esclavage par des hommes puissants) est un sujet toujours aussi tabou en Afghanistan.¹¹¹ De plus, les enfants sont recrutés par les groupes rebelles et par les forces de sécurité. Les talibans notamment, se servent d'eux comme kamikazes ou comme boucliers humains.¹¹²

6 Situation socioéconomique et situation de santé

L'Afghanistan est un des pays les plus pauvres de la planète. Plus de cinquante pour cent de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.¹¹³ Selon les informations de l'ONU, l'espérance de vie des Afghans est de quarante-trois ans seulement.¹¹⁴ Ce sont surtout les enfants, les femmes et les personnes âgées qui sont frappés par les effets cumulés des conflits armés, par le prix élevé des denrées alimentaires, par la crise économique et par des facteurs environnementaux, telles les sécheresses.¹¹⁵ Selon la Commission norvégienne des réfugiés, la population afghane *n'a qu'un accès très limité aux services publics élémentaires comme les soins de santé, l'éducation et des moyens de subsistance décentes*.¹¹⁶ Au cours des deux dernières années, les conditions économiques et sociales se sont encore dégradées dans les provinces tout comme à Kaboul.¹¹⁷

Accès à l'emploi. La majeure partie de la population afghane n'a pas d'emploi ou très peu de possibilités de travail. Cela signifie que nombre de familles ne peuvent couvrir leurs besoins de base. Seuls quelques rares Afghans gagnent les quatre cents dollars nécessaires aux dépenses mensuelles.¹¹⁸ Le taux de chômage très élevé est par ailleurs une des raisons du succès des talibans: d'après l'Institut for War and Peace Reporting, les groupes de combattants talibans sont constitués jus-

¹¹⁰ IRIN News, *Afghanistan: Child servitude, marriage resemble modern-day slavery*, 4 février 2009, www.irinnews.org.

¹¹¹ Human Rights Watch, *World Report 2009*, 14 janvier 2009.

¹¹² UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 35–39, juillet 2009; UN News Service, 19 janvier 2009.

¹¹³ CIA – *The World Factbook*, «Afghanistan», 30 juillet 2009, www.cia.gov.

¹¹⁴ United Kingdom: Foreign and Commonwealth Office, *Country of Origin Information Report*, p. 146, 26 juin 2009, www.unhcr.org/refworld/type,COUNTRYREP,UKHO,,4a4878fb2,0.html.

¹¹⁵ NZZ, 29/30 novembre 2008, p. 9, *Umwelt und Hunger verschärfen die Kriegsnot/L'environnement et la faim aggravent la détresse due à la guerre*.

¹¹⁶ IRIN News, *Afghanistan: Limited scope to absorb more refugees*, 15 mars 2009, <http://www.unhcr.org>.

¹¹⁷ UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 55, juillet 2009.

¹¹⁸ Norwegian Refugee Council, 28 octobre 2008, p. 1–19; UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 55, juillet 2009.

qu'à septante pour cent de jeunes chômeurs.¹¹⁹ Le pays manque d'écoles professionnelles et techniques susceptibles d'ouvrir une perspective d'avenir aux quelque cent mille élèves qui terminent chaque année leur scolarité.¹²⁰ Pour les femmes, il est toujours aussi difficile de travailler hors de la maison. La liberté de mouvement de nombre d'entre elles est même extrêmement limitée.¹²¹

Accès au logement. La plupart des Afghans ne peuvent pas payer les deux cents à deux cents cinquante dollars mensuels que coûte un appartement d'une ou deux pièces.¹²² Selon le ministère du Relèvement rural et du Développement, le logement est un des plus gros problèmes de la population afghane dont près de trente pour cent ne dispose d'aucun hébergement. Pour tenter de détendre un peu la situation, le ministère a prévu de distribuer des terres à 150'000 personnes. Relevons enfin que cinquante-cinq pour cent de la population afghane ne dispose pas de l'électricité.¹²³

Accès à l'eau potable et à la nourriture. Près de septante-sept pour cent des Afghans n'ont pas accès à l'eau potable. La persistance des périodes de sécheresse l'ont rendue encore plus rare, propageant ainsi les maladies dues à la consommation d'eau impropre.¹²⁴ En 2008, les récoltes de blé ont diminué de quarante pour cent par rapport à 2007. Toujours en 2008, la forte hausse du prix des denrées alimentaires et les restrictions de transport de blé du Pakistan ont plongé le pays dans une crise alimentaire. Le taux d'inflation s'est élevé à 28,7 pour cent; en 2007, il avait été de 12,9 pour cent.¹²⁵ On estime à huit millions le nombre de personnes dépendantes de l'aide alimentaire en Afghanistan.¹²⁶

Accès à l'éducation. Selon Human Rights Watch, seuls septante-quatre pour cent des garçons et pire, quarante-six pour cent des filles vont à l'école primaire. Au niveau secondaire, ces taux baissent encore à dix-huit pour cent pour les garçons et huit pour cent pour les filles. L'UNICEF estime que le taux d'analphabètes est d'environ soixante-six pour cent chez les hommes. Il atteint même nonante pour cent chez les femmes. L'accès aux établissements scolaires est particulièrement difficile dans les campagnes.¹²⁷

Accès aux soins médicaux. D'après les informations du ministère allemand des Affaires étrangères, l'accès aux soins médicaux en Afghanistan est *absolument insuffisant et pratiquement inexistant* dans de grandes parties du pays.¹²⁸ Bien que des progrès aient été réalisés, les infrastructures de santé sont extrêmement endommagées et mal entretenues. Le personnel qualifié manque également. L'Afghanistan ne dispose que de 210 établissements de santé où les hospitalisa-

¹¹⁹ The Independent, *Kabul's new elite live high on West's largesse*, 1^{er} mai 2009, <http://license.icopyright.net>.

¹²⁰ Tagesspiegel, 11 avril 2009, *Frauen sind kein materielles Objekt/Les femmes ne sont pas des objets matériels*, www.tagesspiegel.de/politik/international/Afghanistan/.

¹²¹ Human Rights Watch, *World Report 2009*, 14 janvier 2009.

¹²² UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 55, juillet 2009.

¹²³ The Independent, 1^{er} mai 2009.

¹²⁴ UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 55, juillet 2009; The Independent, 1^{er} mai 2009.

¹²⁵ Asian Development Bank, mars 2009, p. 185.

¹²⁶ *Caught in the Conflict*, 3 avril 2009, p. 24.

¹²⁷ Human Rights Watch, *World Report 2009*, 14 janvier 2009; Quqnoos, 21 avril 2009.

¹²⁸ Ministère allemand des Affaires étrangères, *Informations pour les voyageurs en Afghanistan*, 17 avril 2009 (inchangé depuis le 16 mars 2009), www.auswaertiges-amt.de.

tions sont possibles. A l'exception de quatre provinces, la densité médicale dans tout le pays n'est que d'un seul médecin pour 10'000 habitants. Le taux de mortalité des mères et des enfants est un des plus élevés au monde. Seuls quinze pour cent de toutes les naissances sont suivies par du personnel qualifié. Chaque année, 17'000 femmes meurent de complications à l'accouchement. Pour des raisons d'ordre culturel, l'accès aux soins médicaux est moins bon pour les femmes que pour les hommes, surtout s'il n'y a pas de personnel féminin dans l'établissement de santé où elles se rendent.¹²⁹

Le pays. D'après l'UNAMA, le gouvernement afghan n'a toujours pas adopté une politique claire à propos du différend qui oppose les nomades Kuchis et certaines parties de la population sédentaire. Les autorités n'ayant pas tenu leurs promesses à ce sujet, le conflit menace d'éclater une nouvelle fois ouvertement. Les Hindous et les Sikhs ont toujours autant de problèmes pour récupérer leurs terres saisies par les administrations officielles ou certains dirigeants locaux. Il en va de même pour les personnes de retour considérées comme membres d'une minorité ethnique dans la région où elles vivent.¹³⁰

Les crises humanitaires. En 2008, le nord du pays a été frappé par une grave sécheresse. En hiver 2008/2009, environ 74'000 familles ont été menacées par la famine. Nombre d'entre elles sont ainsi devenues des déplacés internes.¹³¹ La province de Nangarhar a subi deux tremblements de terre qui ont fait vingt-deux victimes, cinquante-neuf blessés et provoqué la fuite de 650 familles. Des pluies torrentielles ont inondé plus de 17'000 acres de terres, tué plus de 10'000 bêtes et détruit maisons et biens matériels, ainsi que des ponts et des routes.¹³²

7 Les retours

Retours volontaires. D'après les informations de l'UNHCR, en 2008, plus de 276'000 réfugiés sont rentrés du Pakistan et d'Iran en Afghanistan dans le cadre du programme des retours volontaires. A l'opposé, 18'500 Afghans ont déposé la même année une demande d'asile dans les pays industrialisés. Ils n'avaient plus été aussi nombreux depuis 2002 (dix mille demandes en 2007).¹³³

Près de 2,7 millions d'Afghans sont actuellement enregistrés comme réfugiés au Pakistan et en Iran. Au cours de ces dernières années, ces deux pays voisins ont considérablement durci leur politique d'asile et n'accueilleront plus désormais que des réfugiés enregistrés en tant que tels. Le Pakistan a laissé entendre que pour des raisons de sécurité, les réfugiés afghans, en particulier ceux en provenance de la région qui longe la frontière nord-ouest et des provinces du Balouchistan, ne seraient plus tolérés dans le pays. De son côté, l'Iran a renchéri en annonçant que les

¹²⁹ UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 57–58, juillet 2009; Human Rights Watch, *World Report 2009*, 14 janvier 2009; IRIN News, 12 janvier 2009.

¹³⁰ IRIN News, *UNAMA supporting efforts to end dispute over grazing land*, 13 mai 2009, www.unhcr.org; UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 18–19, juillet 2009.

¹³¹ Institute for War and Peace Reporting, *Winter Deepens Drought Victim's Misery in North*, 27 janvier 2009, www.iwpr.net.

¹³² Assemblée générale du Conseil de sécurité, 23 juin 2009, p. 11.

¹³³ UNHCR, *Eligibility Guidelines*, p. 7 et 9, juillet 2009; IRIN News, *Afghanistan: sharp rise in attempted illegal migration to Europe*, 4 juin 2009, www.irinnews.org.

réfugiés afghans doivent quitter les provinces frontalières du Sistan et du Balouchistan.¹³⁴

Situation des personnes de retour. Beaucoup d'Afghans qui sont rentrés dans leur pays depuis 2006 avaient vécu plus de vingt ans à l'étranger. Environ la moitié y est même née. L'intégration dans une patrie devenue étrangère leur est par conséquent extrêmement difficile. Nombre de ceux qui étaient rentrés en Afghanistan après la chute des talibans ont fui une nouvelle fois le pays par crainte des enlèvements.¹³⁵ Près de 55'000 des personnes récemment rentrées vivent dans des baraquements misérables et très sommairement aménagés.¹³⁶ Parmi les raisons qui font obstacle aux retours, on relève l'aggravation dramatique de la situation de sécurité dans un nombre toujours plus croissant de régions, les conflits autour de la distribution des terres et le taux de chômage très élevé.¹³⁷ L'Afghanistan fait en outre partie des pays les plus minés au monde. Les réfugiés de retour qui connaissent mal la région sont de plus en plus souvent victimes d'explosions. Par ailleurs, les mines rendent impossible l'exploitation de nombreuses terres agricoles.¹³⁸

Conditions de fuite et de refuge à l'intérieur du pays. En juillet 2009, l'UNHCR a déclaré que l'Etat afghan n'est pas en mesure de protéger ses citoyens. Dans de nombreux cas, des fonctionnaires du gouvernement ont été accusés d'avoir fait usage de la violence ou d'avoir porté atteinte aux droits humains. Les acteurs non-gouvernementaux ont par ailleurs les moyens de poursuivre leurs victimes hors de leurs sphères d'influence et sont souvent en relation avec les autorités ou les administrations. Pour un réfugié de retour, un réseau familial et social ou l'appartenance à un clan sont d'une importance capitale faute de quoi, dans la situation actuelle, il ne pourrait pas survivre.¹³⁹

Les requérants d'asile afghans en Suisse; pratique des autorités. De janvier à fin juillet 2009, 321 Afghans ont déposé une demande d'asile en Suisse. Fin juillet 2009, 1584 procédures étaient en cours. 798 personnes bénéficient aujourd'hui d'une admission provisoire. Les demandes de 775 personnes sont actuellement encore en suspens.¹⁴⁰

Programme d'aide aux retours. Le programme d'aide aux retours pour l'Afghanistan, lancé le 1^{er} octobre 2006, a été clos le 30 septembre 2008.¹⁴¹ Compte tenu de la situation catastrophique dans le pays, le nombre de retours volontaires devrait encore diminuer.

Situation des déplacés internes (IDPs). En 2008, les combats dans le sud du pays ont une nouvelle fois contraint des milliers de personnes à quitter leurs maisons et leurs villages. Faute de possibilités d'accès aux régions concernées, ils ne reçoivent que très peu ou pas du tout d'aide.¹⁴² L'UNHCR estime qu'en juin 2009, environ

¹³⁴ IRIN News, 15 mars 2009.

¹³⁵ IRIN News, 13 novembre 2008; NZZ, 26 mai 2009, p. 9.

¹³⁶ *Caught in the Conflict*, 3 avril 2009, p. 24.

¹³⁷ IRIN News, 15 mars 2009.

¹³⁸ IRIN News, 13 novembre 2008.

¹³⁹ UNHCR, *Eligibility Guidelines*, P. 11–12 et 53–55, juillet 2009.

¹⁴⁰ Office fédéral des migrations (ODM), statistiques sur l'asile, juillet 2009, www.bfm.admin.ch.

¹⁴¹ Office fédéral des migrations (ODM), Aide au retour, www.bfm.admin.ch.

¹⁴² IRIN News, *Insecurity, lack of aid prompt IDPs to leave camp*, 21 juin 2009, www.irinnews.org; *Caught in the Conflict*, 3 avril 2009, p. 4 et 9.

235'000 déplacés internes vivaient encore dans les trois camps d'Herat, d'Helmand et de Kandahar.¹⁴³ Selon le ministère des Réfugiés et du Rapatriement (MoRR), près de 770 familles (4620 personnes) vivent dans la banlieue de Kaboul en tant que déplacés internes. Ces derniers ont à peine de quoi manger, n'ont pas accès aux soins médicaux ni à l'eau potable.¹⁴⁴

Capacités d'accueil. Shamsuddin Hamid, porte-parole du ministère des Réfugiés et du Rapatriement (MoRR) a déclaré: *Nous n'avons pas les capacités nécessaires pour accueillir un nombre élevé de réfugiés de retour dans le pays.*¹⁴⁵ De son côté, Noor Mohammad Haidari, conseiller au MoRR, pense *qu'actuellement, la situation en Afghanistan n'est pas favorable (au retour des réfugiés). C'est pourquoi nous appelons tous les pays européens et autres pays d'accueil à ne pas rapatrier les réfugiés afghans.*¹⁴⁶

¹⁴³ IRIN News, 21 juin 2009.

¹⁴⁴ IRIN News, *Afghanistan: Little to eat for IDPs in makeshift Kabul camp*, 5 janvier 2009, www.unhcr.org.

¹⁴⁵ IRIN News, 15 mars 2009.

¹⁴⁶ IRIN News, 4 juin 2009.